

TERMES DE REFERENCE ÉVALUATION EXTERNE FINALE

Projet : Jamil.Net+ Emploi, Tunisie

IREX Europe (agissant sous le nom de et ci-après nommé ERIM) recrute actuellement **un·e expert·e expérimenté·e en matière de suivi et d'évaluation** ayant de l'expérience dans **l'évaluation et la capitalisation** de projets relatifs à l'éducation aux médias et à l'information et l'insertion professionnelle des jeunes, y compris des projets soutenant la protection des droits et des libertés d'expression. L'approche d'ERIM met l'accent sur les partenariats avec les organisations de développement local afin d'accroître les capacités, de construire des institutions durables et d'apporter des changements par le biais de la formation, des partenariats, de l'éducation, de la recherche et des projets de subventions.

CONTEXTE - Les parties prenantes

Le projet « Jamil.Net+ Emploi » est porté par un consortium composé d'ERIM et les principaux partenaires de mise en œuvre : l'ATMA, Le Forum tunisien d'appui aux jeunes – Tunis, l'Association des danseurs citoyens du sud – Gabès, l'Association Hayouna – Gafsa, l'Association Afaak – Kébili, l'Association Renouveau et Appartenance – Béja, et le Forum des Jeunes pour la Culture et la Citoyenneté – Kasserine.

- **ERIM** est une ONG française basée à Lyon, dont l'action contribue à l'établissement ou au maintien de sociétés en paix, démocratiques, justes et durables dans lesquelles les individus jouissent de droits égaux, ont accès à une information plurielle et indépendante et participent à la construction du futur dans lequel ils souhaitent vivre. ERIM travaille à la promotion et la défense des droits humains, des médias indépendants et de la société civile, ainsi qu'au développement de l'esprit critique afin que chacune soit en mesure de prendre des décisions informées et de revendiquer ses droits. Dans le cadre du projet, ERIM assure le leadership du consortium.
- **L'Association tunisienne des médias alternatifs (ATMA)** est une association culturelle fondée en 2013 par un groupe de jeunes journalistes militants de la société civile dont le principal objectif est le soutien aux médias associatifs et aux jeunes journalistes, notamment grâce aux développements des bonnes pratiques journalistiques, la professionnalisation des journalistes citoyens et leur accompagnement dans le lancement de projets, ainsi que la mise en œuvre de projets d'EMI, surtout auprès des jeunes.
- **Forum tunisien d'appui aux jeunes (Tunisian Forum for Youth Empowerment – TFYE) – Tunis** Créé lors de la révolution de 2011, le TFYE a pour mission d'encadrer et de développer les capacités des jeunes à participer efficacement à la gestion des affaires publiques. Pour se faire, le TFYE a mis en place des approches participative et inclusive visant la diffusion de la culture des droits humains et l'éducation à la citoyenneté.
- **Association des danseurs citoyens du sud (Dancers Citizens South – DCS) – Gabès** L'association DCS cherche à donner une place aux jeunes dans l'espace public en facilitant le dialogue et en renforçant leurs compétences artistiques, en particulier dans les secteurs de l'art du spectacle et de la rue. L'un des piliers de la stratégie actuelle de DCS est celui de supporter des projets/start-ups dans les domaines de l'art et de la création artistique à travers l'accès à leur espace de travail « coworking » mais également de l'appui technique et financier.

- **Hayouna – Gafsa** L'association Hayouna se focalise sur la protection de l'environnement et les affaires sociales. L'association met un fort accent sur le soutien des populations vulnérables tels que les enfants, les jeunes et les femmes afin de favoriser le développement durable du gouvernorat de Gafsa.
- **Association Afaak (AFAAK) – Kébili** L'association Afaak a une mission éducative et culturelle. Elle se focalise sur l'aménagement d'infrastructures dans les centres éducatifs, le soutien d'élèves en difficultés financières et l'organisation d'ateliers pédagogiques facilitant l'apprentissage des enfants et des jeunes.
- **Forum des Jeunes pour la Culture et la Citoyenneté (FJCC) – Kasserine** Le FJCC est une association qui cherche à renforcer la culture citoyenne dans la région de Kasserine. Elle vise en particulier à amplifier la voix des citoyen·ne·s au travers de la diffusion de la culture du numérique.
- **Association Renouveau et Appartenance (ARA) – Beja** créée en 2014 l'association met en place des projets de développement durable dans le cadre de l'économie solidaire et sociale, de renforcement des droits humains et des droits des femmes.

Description du projet

Titre du projet	« JAMIL.Net+ Emploi »
Zone (s) d'intervention	Tunisie
Dates du projet	1 ^{er} avril 2022 – 30 avril 2025 (36 mois)
Objectif global	Favoriser la participation citoyenne et l'insertion professionnelle des jeunes tunisien·ne·s dans 6 gouvernorats parmi les moins développés de Tunisie à travers l'éducation aux médias et à l'information (EMI).
Objectifs spécifiques	<p>Objectif spécifique 1 : Favoriser une meilleure compréhension et usage des médias (y inclus des réseaux sociaux, médias en ligne et médias associatifs) par les jeunes des 6 gouvernorats ciblés.</p> <p>Objectif spécifique 2 : Contribuer à l'autonomisation économique des jeunes dans les six gouvernorats cibles à travers un accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi et à l'auto-emploi dans les secteurs d'activités en lien avec les médias et le numérique.</p> <p>Objectif spécifique 3 : Appuyer le développement d'un modèle économique pérenne des médias associatifs en tant qu'outils de promotion des intérêts de la jeunesse et viviers d'emplois pour les jeunes.</p>
Bénéficiaires direct.e.s	Au moins 1,000 jeunes participant·e·s aux ateliers EMI ; 150 jeunes bénéficiaires des parcours d'accompagnement vers l'emploi et l'auto-emploi, y inclus les jeunes femmes et NEET ; 10 animateurs·trices et 20 ambassadeurs·trices EMI dans les 6 MJ partenaires ; 6 coaches emploi EMI ; env. 50 membres des équipes des 5 radios associatives bénéficiaires (personnel et bénévoles) ; les 5 associations relais dans les gouvernorats ; 14 membres du groupe de la coordination nationale EMI.
Financement	Agence Française de Développement et la Fondation DROSOS

Résumé du projet

JAMIL.Net + Emploi s'est construit sur les bases du projet TOKE mis en œuvre entre 2017 et 2019 en collaboration avec l'ATMA. La première phase de JAMIL.NET (alors intitulé JAMIL) cofinancée par l'AFD a permis de poursuivre et d'élargir le champ d'intervention vers cinq nouveaux gouvernorats (2019-2022). Visant à favoriser la participation citoyenne de la jeunesse et le renforcement de leur compréhension du paysage médiatique, la première phase a vu l'établissement d'ateliers EMI dans 6 maisons de jeunes et a soutenu financièrement et techniquement 5 radios associatives. A partir de novembre 2020, suite aux besoins constatés auprès des jeunes bénéficiaires, une nouvelle composante a été intégrée au projet grâce à l'appui de la Fondation DROSOS. Axée sur l'employabilité des jeunes, cette composante propose notamment un accompagnement vers l'emploi et l'auto-emploi dans les domaines des médias et du numérique. JAMIL.Net + Emploi, qui seconde phase du projet JAMIL et mis en œuvre d'avril 202 à avril 2025 reprend cette composante en intégrant dans sa logique d'intervention l'autonomisation économique des jeunes et fait communiquer les trois composantes du projet entre elles, afin de renforcer sa cohérence globale.

Le projet JAMIL.Net+, mis en œuvre par ERIM et ses partenaires, vise à favoriser l'inclusion et la participation citoyenne des jeunes femmes et hommes dans les gouvernorats intérieurs de la Tunisie par le biais des médias et de l'éducation aux médias et à l'information. Ceci, en développant leur maîtrise des médias et de l'information au sein du centre EMI et de ses antennes régionales, en renforçant les liens entre médias et jeunesse par l'appui et le renforcement de la production des radios associatives et des compétences des jeunes journalistes et étudiants en journalisme, et enfin, en favorisant la viabilité financière et institutionnelle des radios de proximité (composante « expression citoyenne »).

Le projet JAMIL.Net a également développé une nouvelle composante « employabilité » directement consacrée à l'emploi des jeunes qui souhaitent accéder aux métiers des médias et du numérique. Le lien entre les volets « expression citoyenne » et « employabilité » du projet s'est articulé notamment autour du programme innovant d'éducation aux médias et à l'information (EMI).

En effet, celui-ci permet à des jeunes entre 15 et 29 ans d'apprendre à devenir des consommateurs et des producteurs éclairés de médias et de plateformes de médias sociaux, y compris en produisant eux-mêmes des contenus qui sont diffusés en ligne ou par des radios locales. Le projet leur a également permis de développer deux types de compétences professionnelles : 1) des compétences techniques (maîtrise d'outils numériques, production audiovisuelle, graphisme, communication institutionnelle, etc.) sur lesquels ils peuvent capitaliser pour accéder aux métiers de l'information et du numérique, et, 2) des compétences transversales, telles que le sens critique, la prise d'initiative, l'adaptabilité, le travail en équipe, l'autonomie, ou l'élaboration de projet, qui peuvent être utiles aussi bien lors de la création d'une entreprise que pour un emploi salarié.

L'interaction étroite entre les volets « expression citoyenne » et « employabilité » se traduit également dans l'approche adoptée pour soutenir les 5 radios associatives des six gouvernorats cibles du projet (une radio/gouvernorat) : Radio Cillium à Kasserine, Radio Chamel à Beja, Radio Capsa à Gafsa, Radio Elyssa à Gabes et Radio Nefzawa à Kebili.

Description de la mission

Dans le cadre du projet, une évaluation finale externe est prévue dans le but de fournir une évaluation complète et objective du projet et de sa mise en œuvre. L'évaluation comprend également une

composante liée à la capitalisation du projet, permettant d'identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques développées dans une perspective plus long terme afin de les partager et de les appliquer à de futurs projets. A l'issue de la mission, un rapport final d'évaluation avec un travail de capitalisation est attendu. L'évaluation finale devra prendre en compte la phase 1 du projet, afin de mieux comprendre le travail mis en œuvre depuis 6 ans.

Objectif général de la mission

L'évaluation finale vise à évaluer la stratégie de mise en œuvre des partenaires du projet. Elle cherche à analyser si les résultats et les objectifs du projet ont été atteints et à évaluer notamment les forces et faiblesses du projet afin d'alimenter la réflexion pour améliorer la stratégie d'intervention. L'évaluation s'articule autour des critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'OCDE à savoir « pertinence », « efficacité », « efficacité », « impact », « cohérence » et « viabilité / durabilité ». Ces critères permettent d'analyser la pertinence, les réalisations, les résultats et l'impact de l'intervention en réponse aux objectifs et aux cibles du projet, ainsi que des conditions de sa durabilité.

Le rapport issu de cette analyse renseignera donc sur l'évaluation de l'impact du projet, sa durabilité potentielle, et proposera des recommandations opérationnelles et stratégiques à ERIM et à ses partenaires afin d'améliorer la mise en œuvre et l'impact des projets actuels et futurs.

Une attention particulière devra être portée aux recommandations exprimées lors la phase 1 du projet (l'évaluation finale sera transmise), afin de mesurer les avancées du projet notamment en matière de renforcement des capacités des partenaires et de la qualité de la relation partenariale mais aussi l'interconnexion entre les trois axes du projet.

Livrables demandés

1. **Une note de cadrage** (y inclus grille d'entretiens et d'évaluation)
2. **Un rapport préliminaire** : le·la consultant·e devra produire un rapport d'évaluation et de capitalisation de 30 à 40 pages, comprenant une table des matières, une brève introduction, une présentation des objectifs et de la méthodologie, et une évaluation du projet à partir des critères mentionnés ci-dessus (pertinence, cohérence, efficacité, efficacité, impact, durabilité), des observations, des enseignements tirés et des conclusions ainsi qu'une liste de recommandations et d'annexes (ex. acronymes, liste personnes interrogées, TDR, méthodologie, calendrier, etc.).
3. **Un rapport final**: à partir des retours d'ERIM, le·la consultant·e intégrera les retours et recommandations de la responsable de projet ERIM et des partenaires du projet. Un résumé exécutif sera inclus dans le rapport final.
4. **Une présentation** : le·la consultant·e réalisera enfin une présentation d'une heure sous forme de PPT aux partenaires du projet, en revenant sur les principales conclusions et recommandations de l'évaluation. Cette présentation sera par la suite utilisable et utilisée par ERIM et ses partenaires pour présenter les résultats aux parties prenantes externes.

Durée approximative de l'évaluation

La mission se déroulera entre **les mois de mars 2025 à juin 2025**. Le rapport final comprenant les conclusions de l'évaluation, les recommandations ainsi que la capitalisation du projet devra être remis au plus tard le **1^{er} juin 2025**.

A titre indicatif la mission reposera sur les étapes suivantes :

1. Une phase de démarrage avec une réunion de réunion préparatoire avec ERIM, avec ses partenaires et les bailleurs de fonds.
2. Une phase de cadrage qui inclura la revue documentaire et l'élaboration des outils de l'évaluation et de capitalisation
3. Une phase d'enquête qui couvrira la collecte de données, y compris la réalisation des entretiens et des visites de terrain dans les gouvernorats du projet (rencontre avec les lauréats du parcours insertion professionnelle etc.).
4. Une phase d'analyse et d'exploitation des données qui sera concrétisée par la production d'un rapport provisoire puis d'un rapport final accompagné d'un résumé exécutif.
5. Une phase de restitution à ERIM, ses partenaires et les bailleurs de fonds ayant soutenus le projet sera organisée.

Lors de l'ensemble de l'évaluation, le·la candidat·e sera sélectionné·e et devra évaluer la prise en considération des thématiques transversales (genre, jeunesse notamment). Une attention particulière sera accordée aux candidatures prenant en compte la thématique genre et jeunesse.

Budget

Le·la candidat·e sera sélectionné·e sur la base de la qualité et du meilleur rapport qualité-prix de la candidature soumise. La candidature devra inclure les frais de voyage et les coûts liés aux visites de terrain dans le pays, le cas échéant.

Expertise recherchée

- L'évaluation pourra être réalisée par un.e expert.e ou un groupe d'expert.e.s présentant des expériences complémentaires.
- Personne physique ou morale (bureau d'étude ou consultant.e indépendant.e)
- Diplôme minimum : Master dans le domaine d'étude pertinent (Droit, Droits de l'Homme, Sciences politiques, sciences sociales, études de genre, ou domaines connexes) et/ou combinaison équivalente de formation et d'expérience professionnelle ;
- Profil senior, avec expérience dans la conduite d'évaluation des stratégies des programmes, en particulier financés par l'Agence Française de Développement
- Expérience dans la conduite ou l'évaluation de projets dans les secteurs des droits de l'Homme, de la liberté d'expression, d'association, de réunion, ainsi que l'égalité de genre au Maghreb.
- Capacité démontrée d'analyse, de synthèse et de rédaction
- Capacité à travailler de manière indépendante et selon un horaire flexible ;
- Bonne connaissance de la Tunisie et de la société civile tunisienne, notamment les radios indépendantes.
- Maîtrise du français écrit et parlé et de l'arabe tunisien est indispensable.
- Excellentes compétences informatiques (Word, Powerpoint, Excel).

Calendrier de l'appel

Diffusion de l'appel à manifestation d'intérêt	20 janvier au 20 février 2025
Sélection du consultant.e	2 mars 2025
Début de l'évaluation	9 mars 2025
Soumission d'une note de cadrage (y inclus grille d'entretiens et d'évaluation)	20 mars 2025
Conduite des entretiens / évaluation	Avril 2025
Soumission du rapport provisoire	12 mai 2025
Soumission du rapport définitif	1er juin 2025
Présentation du rapport	A définir lors avec le ou la consultant.e

Procédure d'appel d'offres

Les candidatures comprenant l'offre méthodologique et l'offre financière devront parvenir à ERIM avant **le 20 février 2025** (18h, heure de Lyon) à amenager@erim.ngo et pzanetti@erim.ngo

Les candidatures peuvent être soumises individuellement ou en équipe. Dans les deux cas, la candidature doit être composée des éléments suivants :

- Une proposition technique détaillant votre compréhension des principaux enjeux de l'évaluation et du contexte, une proposition de méthodologie ainsi qu'un calendrier indicatif (maximum 10 pages) ;
- Une lettre de motivation décrivant l'expérience et l'adéquation à la mission (pas plus de deux pages A4), y compris les coordonnées de deux références (par personne)
- Un CV mis à jour (par personne) incluant la mention compétences à parler/écrire et lire le français et l'arabe ;
- Des liens vers des travaux similaires effectués
- Une proposition financière détaillée.